

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2003 — 371

[C — 2002/11523]

**20 DECEMBRE 2002. — Loi relatif au recouvrement amiable
des dettes du consommateur (1)**

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Définitions et champ d'application*

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1° recouvrement amiable de dettes : tout acte ou pratique qui a pour but d'inciter le débiteur à s'acquitter d'une dette impayée, à l'exception de tout recouvrement sur la base d'un titre exécutoire;

2° activité de recouvrement amiable de dettes : l'activité professionnelle, exercée même à titre accessoire par une personne physique ou morale, et qui consiste dans le recouvrement amiable de dettes impayées pour compte d'autrui sans avoir contribué à la conclusion du contrat sous-jacent, ainsi que le recouvrement amiable de créances cédées contre rémunération, à l'exception du recouvrement amiable de dettes effectué par un avocat ou un officier ministériel ou un mandataire de justice dans l'exercice de sa profession ou de sa fonction;

3° consommateur : toute personne physique qui est redevable de dettes étrangères à ses activités commerciales, professionnelles ou artisanales;

4° contrat sous-jacent : le contrat qui a conduit à la naissance d'une dette à charge du consommateur.

§ 2. Les articles 11 à 13 ne sont pas applicables à l'activité de recouvrement amiable de dettes pratiquée par un avocat ou un huissier de justice.

§ 3. La présente loi est applicable au recouvrement amiable de dettes et à l'activité de recouvrement amiable de dettes du consommateur.

CHAPITRE III

Du recouvrement amiable de dettes du consommateur

Art. 3. § 1^{er}. En matière de recouvrement amiable de dettes est interdit tout comportement ou pratique qui porte atteinte à la vie privée du consommateur ou est susceptible de l'induire en erreur, ainsi que tout comportement ou pratique qui porte atteinte à sa dignité humaine.

§ 2. Sont notamment interdits :

- tout écrit ou comportement qui tend à créer une confusion quant à la qualité de la personne dont il émane, comme notamment l'écrit qui donnerait faussement l'impression qu'il s'agit d'un document émanant d'une autorité judiciaire, d'un officier ministériel ou d'un avocat;

- toute communication comportant des menaces juridiques inexactes, ou des informations erronées sur les conséquences du défaut de paiement;

- toute mention sur une enveloppe dont il ressort que la correspondance concerne la récupération d'une créance;

- l'encaissement de montants non prévus ou non légalement autorisés;

- les démarches chez les voisins, la famille ou l'employeur du débiteur. Par démarche, on entend entre autres toute communication d'informations ou demande d'informations en rapport avec le recouvrement de créance ou avec la solvabilité du débiteur, sans préjudice des actes posés dans le cadre des procédures légales de recouvrement;

- le recouvrement ou la tentative de recouvrement auprès d'une personne qui n'est pas le débiteur;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2003 — 371

[C — 2002/11523]

**20 DECEMBER 2002. — Wet betreffende de minnelijke invordering
van schulden van de consument (1)**

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Definities en toepassingsgebied*

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° minnelijke invordering van schulden : iedere handeling of praktijk die tot doel heeft de schuldenaar ertoe aan te zetten een onbetaalde schuld te betalen, buiten iedere invordering op grond van een uitvoerbare titel om;

2° activiteit van minnelijke invordering van schulden : de, zelfs bijkomstige, beroepsactiviteit van iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon, die bestaat in het minnelijk invorderen van onbetaalde schulden voor andermans rekening zonder te hebben bijgedragen tot het sluiten van de onderliggende overeenkomst, dan wel het minnelijk invorderen van tegen betaling overgenomen schulden, met uitzondering van de minnelijke invordering van schulden gesteld door een advocaat of een ministerieel ambtenaar of een gerechtelijk mandataris in de uitoefening van zijn beroep of zijn ambt;

3° consument : elke natuurlijke persoon die schulden heeft die vreemd zijn aan zijn handels-, beroeps- of ambachtelijke activiteit;

4° onderliggende overeenkomst : de overeenkomst die tot het ontstaan van de schuldvordering op de consument leidde.

§ 2. De artikelen 11 tot 13 zijn niet van toepassing op de activiteit van minnelijke invordering van schulden die wordt uitgeoefend door een advocaat of een gerechtsdeurwaarder.

§ 3. Deze wet is van toepassing op de minnelijke invordering van schulden en op de activiteit van minnelijke invordering van schulden van de consument.

HOOFDSTUK III

Minnelijke invordering van schulden van de consument

Art. 3. § 1. In het kader van een minnelijke invordering van schulden wordt iedere gedraging of praktijk die het privéleven van de consument schendt of hem kan misleiden, alsook iedere gedraging of praktijk die een inbreuk maakt op zijn menselijke waardigheid, verboden.

§ 2. Worden in het bijzonder verboden :

- elk geschrift dat, of elke gedraging die ertoe strekt verwarring te creëren omtrent de hoedanigheid van de persoon van wie het uitgaat, zoals in het bijzonder het geschrift dat verkeerdelijk laat uitschijnen dat het om een document gaat dat uitgaat van een gerechtelijke overheid, een ministerieel ambtenaar of een advocaat;

- elke mededeling die onjuiste juridische bedreigingen bevat, of die onjuiste inlichtingen over de gevolgen van een wanbetaling bevat;

- elke vermelding op een omslag waaruit blijkt dat de briefwisseling de invordering van een schuld betreft;

- de inning van niet voorziene of niet wettelijk toegestane bedragen;

- de stappen die worden ondernomen bij de bureaus, de familie of de werkgever van de schuldenaar. Onder stappen wordt onder meer verstaan elke mededeling van inlichtingen of elke vraag om inlichtingen die verband houdt met de schuldvordering of met de solvabiliteit van de schuldenaar, onverminderd de handelingen gesteld in het raam van wettelijke inningprocedures;

- de invordering of poging tot invordering bij een persoon die niet de schuldenaar is;

- toute tentative de recouvrement en présence d'un tiers, sauf accord du débiteur;

- toute démarche visant soit à faire signer par le débiteur une lettre de change soit à exiger une cession de créance ou une reconnaissance de dettes;

- le harcèlement du débiteur qui a fait savoir expressément et de manière motivée qu'il contestait la dette;

- les appels téléphoniques et les visites domiciliaires entre vingt deux heures et huit heures.

Le Roi peut compléter, modifier ou adapter la présente liste sur la proposition du Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

CHAPITRE IV

De l'activité de recouvrement amiable de dettes

Art. 4. § 1^{er}. Aucune activité de recouvrement amiable de dettes ne peut être exercée sans inscription préalable auprès du Ministère des Affaires économiques.

Le Roi fixe les modalités et les conditions de cette inscription. Lors de la demande d'inscription la preuve doit être fournie du respect de l'obligation visée au § 2.

§ 2. Toute personne qui exerce une activité de recouvrement amiable de dettes, doit disposer de garanties suffisantes la préservant des conséquences pécuniaires liées à sa responsabilité professionnelle, conformément aux conditions et modalités fixées par le Roi.

Art. 5. Il est interdit de demander au consommateur une quelconque indemnité, autre que les montants convenus dans le contrat sous-jacent en cas de non-respect des obligations contractuelles.

Art. 6. § 1^{er}. Tout recouvrement amiable d'une dette doit commencer par une mise en demeure écrite, adressée au consommateur.

Cette mise en demeure doit contenir de manière complète et non équivoque toutes les données relatives à la créance. Elle doit comprendre au minimum les données énumérées au § 2 et il ne peut être procédé à d'autres techniques de recouvrement qu'après écoulement du délai prévu au § 3.

§ 2. Dans cette mise en demeure apparaissent au moins les données suivantes :

1° l'identité, l'adresse, le numéro de téléphone et la qualité du créancier originaire;

2° le nom ou la dénomination, l'adresse, le numéro d'inscription au registre du commerce, le numéro de T.V.A., et le numéro d'inscription au Ministère des Affaires économiques de la personne qui procède au recouvrement amiable de créance;

3° une description claire de l'obligation qui a donné naissance à la dette;

4° une description et une justification claires des montants réclamés au débiteur, en ce compris les dommages-intérêts et les intérêts moratoires réclamés;

5° la mention que, en l'absence de réaction dans le délai prévu au § 3, le créancier peut procéder à d'autres mesures de recouvrement.

§ 3. Dans la mise en demeure, le délai dans lequel la créance peut être remboursée avant que des mesures complémentaires soient prises est mentionné. Ce délai est d'au moins quinze jours et commence à courir à la date de l'envoi de la sommation écrite.

Art. 7. Toute personne qui effectue une visite au domicile d'un consommateur dans le cadre d'une activité de recouvrement amiable de dettes doit présenter un document écrit qui outre les données énumérées à l'article 6, § 2, 1° à 4° contient les mentions suivantes :

1° le nom de la personne qui se rend sur place;

2° l'indication, en caractère gras et dans un cadre distinct du texte, que le consommateur n'est pas obligé d'accepter la visite à son domicile et qu'il peut à tout moment y mettre fin. Cette information doit également être donnée oralement au moment de la présentation dans les lieux.

Lors de chaque paiement complet ou partiel d'une dette à l'occasion d'une visite domiciliaire, un reçu, mentionnant la dette, objet du paiement, doit être délivré.

- iedere poging tot inning in aanwezigheid van een derde, behalve wanneer dit gebeurt met instemming van de schuldenaar;

- alle stappen om de schuldenaar een wisselbrief te doen ondertekenen of om een overdracht van vordering of een schuldbekentenis te eisen;

- het belagen van de schuldenaar, die uitdrukkelijk en gemotiveerd heeft te kennen gegeven de schuld te betwisten;

- de telefonische oproepen en de huisbezoeken tussen tweeëntwintig uur en acht uur.

De Koning kan deze lijst aanvullen, wijzigen of aanpassen, op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren.

HOOFDSTUK IV

De activiteit van minnelijke invordering van schulden

Art. 4. § 1. Er kan geen activiteit van minnelijke invordering van schulden worden uitgeoefend, zonder voorafgaandelijk bij het Ministerie van Economische Zaken te zijn ingeschreven.

De Koning stelt de nadere regels en de voorwaarden van deze inschrijving vast. Bij de aanvraag tot inschrijving wordt bewijs geleverd van het nakomen van de verplichting bepaald in § 2.

§ 2. Ieder persoon die een activiteit van minnelijke invordering van schulden verricht, moet over voldoende waarborgen beschikken die hem vrijwaren voor de geldelijke gevolgen van zijn beroepsaansprakelijkheid, overeenkomstig de voorwaarden en regels die door de Koning vastgesteld worden.

Art. 5. Het is verboden aan de consument enige vergoeding te vragen, anders dan de overeengekomen bedragen in de onderliggende overeenkomst in geval van niet-naleving van de contractuele verbintenissen.

Art. 6. § 1. Elke minnelijke invordering van een schuld dient te starten met een schriftelijke ingebrekestelling gericht aan de consument.

Deze ingebrekestelling dient op een volledige en ondubbelzinnige wijze alle gegevens omtrent de schuldvordering te omvatten. Zij dient minstens de gegevens, opgesomd in § 2, te bevatten, en er kan maar tot andere invorderingstechnieken worden overgegaan na afloop van de in § 3 vastgestelde termijn.

§ 2. In deze ingebrekestelling komen minstens de volgende gegevens voor :

1° de identiteit, het adres, het telefoonnummer en de hoedanigheid van de oorspronkelijke schuldeiser;

2° de naam of benaming, het adres, het inschrijvingsnummer in het handelsregister en het BTW-identificatienummer, alsmede het inschrijvingsnummer bij het Ministerie van Economische Zaken van de persoon die tot de minnelijke invordering overgaat;

3° een duidelijke beschrijving van de verplichting die de schuld heeft doen ontstaan;

4° een duidelijke beschrijving en verantwoording van de bedragen die van de schuldenaar geëist worden, met inbegrip van de geëiste schadevergoedingen en nalatigheidsinteressen;

5° de vermelding dat, bij afwezigheid van reactie van de schuldenaar binnen de in § 3 gestelde termijn, de schuldenaar tot andere maatregelen tot invordering kan overgaan.

§ 3. De ingebrekestelling vermeldt een termijn waarbinnen de schuldenaar aan de vordering kan voldoen zonder dat er bijkomende maatregelen ter invordering mogen worden genomen. Deze termijn bedraagt ten minste vijftien dagen, en vangt aan op de datum waarop de schriftelijke aanmaning wordt opgestuurd.

Art. 7. Ieder persoon die een huisbezoek verricht bij een consument in het kader van een activiteit van minnelijke invordering van schulden dient een schriftelijk document voor te leggen, dat naast de gegevens opgesomd in artikel 6, § 2, 1° tot 4°, de volgende vermeldingen dient te bevatten :

1° de naam van de persoon die zich ter plaatse aanmeldt;

2° de vermelding, in vet gedrukte letters en in een kader los van de tekst, dat de consument geenszins verplicht is het huisbezoek te ondergaan, en er op elk ogenblik een einde kan aan stellen. Deze mededeling dient eveneens verstrekt te worden bij het zich ter plaatse aanmelden.

Bij iedere volledige of gedeeltelijke betaling van een schuld tijdens het huisbezoek dient een ontvangstbewijs, met een verwijzing naar de betaalde schuld, te worden afgegeven.

Art. 8. Est interdite toute publicité pour une activité de recouvrement amiable de dettes qui fait référence à une inscription au sens de la présente loi.

CHAPITRE V. — De l'action en cessation

Art. 9. Le président du tribunal de commerce constate l'existence et ordonne la cessation d'un acte, même pénalement réprimé, constituant une infraction aux dispositions de la présente loi.

Art. 10. L'action en cessation est formée à la demande :

- 1° des intéressés;
- 2° du Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions;
- 3° d'une association professionnelle ou interprofessionnelle ayant la personnalité civile;
- 4° d'une association ayant pour objet la défense des intérêts des consommateurs et jouissant de la personnalité civile pour autant qu'elle réponde aux conditions fixées par l'article 98, § 1^{er}, 4, de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

Par dérogation aux dispositions des articles 17 et 18 du Code judiciaire, les associations visées à l'alinéa 1^{er}, 3° et 4°, peuvent agir en justice pour la défense de leurs intérêts collectifs statutairement définis.

Les articles 99 et 100 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur sont applicables à l'action en cessation visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE VI. — Recherche et constatation des actes interdits

Art. 11. § 1^{er}. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les agents commissionnés par le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions sont compétents pour rechercher et constater les infractions prévues par la présente loi.

Les procès-verbaux dressés par ces agents font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie en est adressée au contrevenant, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, dans les trente jours de la date des constatations.

§ 2. Dans l'exercice de leur fonction, les agents visés au § 1^{er}, peuvent :

- 1° pénétrer, pendant les heures habituelles d'ouverture ou de travail, dans les locaux et pièces dont l'accès est nécessaire à l'accomplissement de leur mission;
- 2° faire toutes les constatations utiles, se faire produire, sur première réquisition et sans déplacement, les documents, pièces ou livres nécessaires à leurs recherches et constatations et en prendre copie;
- 3° saisir, contre récépissé, les documents, pièces ou livres qui sont nécessaires pour faire la preuve d'une infraction ou pour rechercher les coauteurs ou complices des contrevenants; la saisie est levée de plein droit à défaut de confirmation par le ministère public dans les dix jours ouvrables;
- 4° s'ils ont des raisons de croire à l'existence d'une infraction, pénétrer dans les locaux habités, avec l'autorisation préalable du juge du tribunal de police. Les visites dans les locaux habités doivent s'effectuer entre huit et dix-huit heures et être faites conjointement par deux agents au moins.

§ 3. Dans l'exercice de leur fonction, les agents visés au § 1^{er} peuvent requérir l'assistance de la police.

§ 4. Les agents commissionnés exercent les pouvoirs qui leur sont accordés par le présent article sous la surveillance du procureur général, sans préjudice de leur subordination à leurs supérieurs dans l'administration.

§ 5. En cas d'application de l'article 12, le procès-verbal visé au § 1^{er} n'est transmis au procureur du Roi que lorsqu'il n'a pas été donné suite à l'avertissement.

En cas d'application de l'article 13, le procès-verbal n'est transmis au procureur du Roi que lorsque le contrevenant n'a pas accepté la proposition de transaction.

Art. 12. Lorsqu'il est constaté qu'un acte constitue une infraction à la présente loi ou à un de ses arrêtés d'exécution ou qu'il peut donner lieu à une action en cessation à l'initiative du Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions, celui-ci ou l'agent qu'il commissionne en application de l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, peut adresser au

Art. 8. Verboden is elke reclame voor een activiteit van minnelijke invordering die verwijst naar een inschrijving in de zin van deze wet.

HOOFDSTUK V. — Vordering tot staking

Art. 9. De voorzitter van de rechtbank van koophandel stelt het bestaan vast en beveelt de staking van een zelfs onder het strafrecht vallende daad die een inbreuk op de bepalingen van deze wet uitmaakt.

Art. 10. De vordering tot staking wordt ingesteld op verzoek van :

- 1° de belanghebbenden;
- 2° de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren;
- 3° een beroeps- of interprofessionele vereniging met rechtspersoonlijkheid;
- 4° een vereniging ter verdediging van de consumentenbelangen die rechtspersoonlijkheid bezit voorzover zij voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 98, § 1, 4, van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument.

In afwijking van de bepalingen van de artikelen 17 en 18 van het Gerechtelijk Wetboek, kunnen de verenigingen bedoeld in het eerste lid, 3° en 4°, in rechte optreden voor de verdediging van hun statutair omschreven collectieve belangen.

De artikelen 99 en 100 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument zijn van toepassing op de in het eerste lid bedoelde vordering tot staking.

HOOFDSTUK VI. — Opsporing en vaststelling van de verboden daden

Art. 11. § 1. Onverminderd de plichten van de officieren van gerechtelijke politie zijn de door de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren aangestelde ambtenaren bevoegd om de inbreuken op deze wet op te sporen en vast te stellen.

De processen-verbaal opgesteld door deze ambtenaren hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel. Een afschrift ervan wordt bij een ter post aangetekende brief met ontvangstmelding binnen dertig dagen na de datum van vaststellingen aan de overtreder toegezonden.

§ 2. In de uitoefening van hun ambt mogen de in § 1 bedoelde ambtenaren :

- 1° binnentreden tijdens de gewone openings- of werkuren in de lokalen en vertrekken waar zij voor het vervullen van hun opdracht toegang moeten hebben;
- 2° alle dienstige vaststellingen doen, zich op eerste vordering ter plaatse de documenten, stukken of boeken die zij voor hun-, opsporingen en vaststellingen nodig hebben, doen voorleggen en daarvan afschrift nemen;
- 3° tegen ontvangstbewijs, beslag leggen op documenten, stukken of boeken noodzakelijk voor het bewijs van een inbreuk of om de mededaders of medeplichtigen van de overtreder op te sporen; bij ontstentenis van een bevestiging door het openbaar ministerie binnen tien werkdagen is het beslag van rechtswege opgeheven;
- 4° indien zij redenen hebben te geloven aan het bestaan van een inbreuk, in bewoonde lokalen binnentreden met voorafgaande machtiging van de rechter bij de politierechtbank. De bezoeken in bewoonde lokalen moeten tussen acht en achttien uur en door minstens twee ambtenaren gezamenlijk geschieden.

§ 3. In de uitoefening van hun ambt kunnen de in § 1 bedoelde ambtenaren de bijstand van de politie vorderen.

§ 4. De aangestelde ambtenaren oefenen de hun door dit artikel verleende bevoegdheden uit onder het toezicht van de procureur-generaal, onverminderd hun ondergeschiktheid aan hun meerderen in het bestuur.

§ 5. In geval van toepassing van artikel 12, wordt het in § 1 bedoeld proces-verbaal pas toegezonden aan de procureur des Konings, wanneer aan de waarschuwing geen gevolg is gegeven.

In geval van toepassing van artikel 13, wordt het proces-verbaal pas toegezonden aan de procureur des Konings, wanneer de overtreder niet is ingegaan op het voorstel tot minnelijke schikking.

Art. 12. Wanneer is vastgesteld dat een handeling een inbreuk vormt op deze wet of op een uitvoeringsbesluit ervan, of dat zij aanleiding kan geven tot een vordering tot staking op initiatief van de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, kan deze of de door hem met toepassing van artikel 11, § 1, eerste lid,

contrevenant un avertissement le mettant en demeure de mettre fin à cet acte.

L'avertissement est notifié au contrevenant dans un délai de trois semaines à dater de la constatation des faits, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou par la remise d'une copie du procès-verbal de constatation des faits.

L'avertissement mentionne :

1° les faits imputés et la ou les dispositions légales enfreintes;

2° le délai dans lequel il doit y être mis fin;

3° qu'au cas où il n'est pas donné suite à l'avertissement, soit le ministre intentera une action en cessation, soit les agents commissionnés en application de l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 13 pourront respectivement aviser le procureur du Roi ou appliquer le règlement par voie de transaction prévu à l'article 13.

Art. 13. Les agents commissionnés à cette fin par le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions peuvent, au vu des procès-verbaux constatant une infraction aux dispositions visées à l'article 15, et dressés par les agents visés à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, proposer aux contrevenants le paiement d'une somme qui éteint l'action publique.

Cette somme ne peut être supérieure au montant maximum de l'amende fixé à l'article 15, majoré des décimes additionnels. Les tarifs ainsi que les modalités de paiement et de perception sont fixées par le Roi, sur la proposition du Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions.

CHAPITRE VII. — Des sanctions

Section 1^{re}. — Sanctions civiles et sanctions pénales

Art. 14. Sauf en cas d'erreur manifeste qui ne porte pas préjudice aux droits du consommateur, tout paiement obtenu en contradiction aux dispositions des articles 3, 4, 6 et 7, est considéré comme valablement fait par le consommateur à l'égard du créancier mais doit être remboursé au consommateur par la personne qui exerce l'activité de recouvrement amiable de dettes.

Si le recouvrement d'une créance concerne un montant totalement ou partiellement indu, notamment par application de l'article 5, celui qui reçoit le paiement est tenu de le rembourser au consommateur, majoré des intérêts moratoires à partir du jour du paiement.

Art. 15. § 1^{er}. Sont punis d'une amende de 26 à 50.000 EUR :

1° ceux qui contreviennent aux dispositions des articles 3 à 8;

2° ceux qui ne se conforment pas à ce que dispose un jugement ou un arrêt rendu suite à une action en cessation visée à l'article 9;

3° ceux qui, volontairement, empêchent ou entravent l'exécution de la mission des personnes mentionnées à l'article 11 en vue de rechercher et constater les infractions aux dispositions de la présente loi.

Sans préjudice de l'application des règles ordinaires concernant la récidive, cette peine est doublée si l'infraction est commise dans les cinq ans d'une condamnation coulée de force de chose jugée prononcée du chef de l'une des infractions prévues par le présent article.

§ 2. En cas de condamnation, la confiscation spéciale visée à l'article 42, 3°, du Code pénal sera toujours prononcée.

§ 3. Les dispositions du Livre I^{er}, y compris celles du chapitre VII et l'article 85, du Code pénal sont applicables aux infractions visées au présent article.

Section 2. — Sanctions administratives

Art. 16. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions des articles 13 et 15, l'inscription visée à l'article 4 peut être radiée ou suspendue par le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions, à l'égard des personnes physiques ou morales qui ne remplissent plus l'une des conditions prévues par les arrêtés d'exécution ou qui n'observent pas une des dispositions de la loi ou de ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Le ministre ou son délégué notifie au préalable ses griefs aux intéressés. Il porte à leur connaissance qu'ils peuvent consulter leur dossier et qu'ils disposent d'un délai de deux semaines pour présenter leur défense. Les intéressés peuvent demander à être entendus par le ministre ou son délégué.

aangestelde ambtenaar, een waarschuwing richten tot de overtreder waarbij die tot stopzetting van deze handeling wordt aangemaand.

De waarschuwing wordt de overtreder ter kennis gebracht binnen een termijn van drie weken volgend op de vaststelling van de feiten, bij een ter post aangetekende brief met ontvangstmelding of door de overhandiging van een afschrift van het proces-verbaal waarin de feiten zijn vastgesteld.

De waarschuwing vermeldt :

1° de ten laste gelegde feiten en de geschonden wetsbepaling of -bepalingen;

2° de termijn waarbinnen zij dienen te worden stopgezet;

3° dat, indien aan de waarschuwing geen gevolg wordt gegeven, ofwel de minister een vordering tot staking zal instellen, ofwel de te toepassing van artikelen 11, § 1, eerste lid, en 13 aangestelde ambtenaren respectievelijk de procureur des Konings kunnen inlichten, of de regeling in der minne bepaald in artikel 13 kunnen toepassen.

Art. 13. De hiertoe door de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren aangestelde ambtenaren kunnen, in het licht van de processen-verbaal die een inbreuk vaststellen op de bepalingen bedoeld in artikel 15, en opgemaakt zijn door de in artikel 11, § 1, eerste lid, bedoelde ambtenaren, aan de overtreders een som voorstellen waarvan de betaling de strafvordering doet vervallen.

Deze som mag niet hoger zijn dan het maximumbedrag van de geldboete bepaald in artikel 15, verhoogd met de opdecieën. De tarieven alsmede de modaliteiten van betaling en inning worden vastgesteld door de Koning, op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheid Economische Zaken behoren.

HOOFDSTUK VII. — Sancties

Afdeling 1. — Burgerrechtelijke sancties en strafbepalingen

Art. 14. Iedere betaling die verkregen wordt in strijd met de bepalingen van de artikelen 3, 4, 6 en 7, behalve in het geval van een kennelijke vergissing die de rechten van de consument niet schaadt, wordt beschouwd als geldig door de consument verricht ten opzichte van de schuldeiser, maar dient door de persoon die de activiteit van minnelijke invordering van schulden verricht, te worden terugbetaald aan de consument.

Heeft de invordering van een schuld betrekking op een geheel of ten dele onverschuldigd bedrag, in het bijzonder met toepassing van artikel 5, dan is degene die de betaling ontvangt ertoe gehouden het terug te betalen aan de consument, vermeerderd met de nalatigheidsinteressen te rekenen van de dag van de betaling.

Art. 15. § 1. Met geldboete van 26 tot 50.000 EUR worden gestraft :

1° zij die de bepalingen van de artikelen 3 tot 8 overtreden;

2° zij die de beschikking niet naleven van een vonnis of arrest gewezen op een vordering tot staking als bedoeld in artikel 9;

3° zij die het vervullen van de opdracht van de in artikel 11 genoemde personen met het oog op de opsporing en vaststelling van de inbreuken op deze wet, met opzet verhinderen of belemmeren.

Onverminderd de toepassing van de gewone regels inzake herhaling, wordt deze straf verdubbeld wanneer de inbreuk wordt begaan binnen vijf jaar te rekenen van een in kracht van gewijsde gegane veroordeling wegens een in dit artikel bepaald misdrijf.

§ 2. In geval van veroordeling wordt de bijzondere verbeurdverklaring bedoeld in artikel 42, 3°, van het Strafwetboek steeds uitgesproken.

§ 3. Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, is van toepassing op de bij dit artikel bedoelde inbreuken.

Afdeling 2. — Administratieve sancties

Art. 16. § 1. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 13 en 15, kan de inschrijving bedoeld in artikel 4 door de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, geschrapt of geschorst worden ten aanzien van de natuurlijke of rechtspersonen die niet meer voldoen aan één van de voorwaarden waarin de uitvoeringsbesluiten voorzien of die een bepaling van de wet of van haar uitvoeringsbesluiten miskennen.

§ 2. De minister of zijn gemachtigde deelt zijn grieven vooraf aan de betrokkenen mee. Hij brengt hen ervan op de hoogte dat zij hun dossier kunnen raadplegen en dat zij over een termijn van twee weken beschikken om hun verdediging voor te dragen. De betrokkenen kunnen verzoeken om gehoord te worden door de minister of zijn gemachtigde.

La décision du ministre est notifiée aux intéressés par lettre recommandée à la poste. Elle est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

§ 3. Le ministre détermine la durée de la radiation ou la suspension de l'inscription, qui ne peut excéder un an à compter de la notification de la décision. Durant cette période, les intéressés ne peuvent plus exercer les activités soumises à la présente loi.

Ils doivent, en cas de radiation, solliciter une nouvelle inscription pour exercer ces activités.

§ 4. L'inscription ne peut être accordée ou maintenue aux personnes ayant à deux reprises fait l'objet d'une mesure de radiation ou de suspension de l'inscription.

L'inscription ne peut être accordée ou maintenue aux personnes morales au sein desquelles les fonctions d'administrateur, de gérant, de directeur ou de fondé de pouvoir sont confiées à une personne visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

Art. 17. A la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 39 est abrogé;

2° à l'article 101, § 1^{er}, modifié par les lois du 11 février 1994 et du 10 août 2001, le point 11° est supprimé.

Art. 18. L'article 589 du Code judiciaire, modifié par les lois des 4 décembre 1990, 12 juin 1991 et 11 avril 1999, est complété par la disposition suivante.

7° à l'article 9 de la loi du (20 décembre 2002) relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur.

CHAPITRE IX. — Entrée en vigueur

Art. 19. La présente loi entre en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 4 et 16 qui entrent en vigueur à la date fixée par le Roi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Note

(1) Chambre des représentants.

Documents parlementaires :

Doc. 50-0223 - Session ordinaire 1999/2000

N° 1 : Proposition de loi de Mme De Meyer et M. Verlinde;

N° 2 : Amendement.

Session ordinaire 2001/2002

N°s 3 et 4 : Amendements;

N° 5 : Rapport;

N° 6 : Texte adopté par la commission;

N° 7 : Amendements;

N° 8. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat;

N° 9 : Projet amendé par le Sénat;

N° 10 : Texte adopté par la Chambre des représentants.

Annales de la Chambre des représentants :

Compte rendu intégral : 21 février 2002.

Sénat.

Documents parlementaires :

N° 2-1061 - Session ordinaire 2000/2001

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat;

De beslissing van de minister wordt aan de betrokkenen ter kennis gebracht bij een ter post aangetekende brief. Zij wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 3. De minister bepaalt de duur van de schrapping of de schorsing van de inschrijving, die niet meer mag bedragen dan één jaar te rekenen van de kennisgeving van de beslissing. Tijdens deze periode mogen de betrokkenen geen aan deze wet onderworpen activiteiten uitoefenen.

In geval van schrapping dienen zij een nieuwe inschrijving aan te vragen teneinde deze activiteiten te mogen uitoefenen.

§ 4. De inschrijving kan niet worden toegekend aan, of behouden voor de personen tegen wie tot tweemaal toe een maatregel van schorsing of schrapping genomen is.

De inschrijving kan niet worden toegekend aan of behouden voor een rechtspersoon waarin het ambt van beheerder, zaakwaarnemer, directeur of gevolmachtigde bekleed wordt door een persoon als bedoeld in de eerste lid.

HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

Art. 17. In de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 39 wordt opgeheven;

2° in artikel 101, § 1, gewijzigd bij de wetten van 11 februari 1994 en 10 augustus 2001, wordt de bepaling onder 11° opgeheven.

Art. 18. Artikel 589 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 4 december 1990, 12 juni 1991 en 11 april 1999, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 7° in artikel 9 van de wet van (20 december 2002) betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument. »

HOOFDSTUK IX. — Inwerkingtreding

Art. 19. Deze wet treedt in werking de eerste dag van de zesde maand na die waarin zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 4 en 16 die in werking treden op de datum die door de Koning wordt bepaald.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Ministerie van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken :

Doc. 50-0223 - Gewone zitting 1999/2000

Nr. 1 : Wetsvoorstel van Mevr. De Meyer en de heer Verlinde;

Nr. 2 : Amendement.

Gewone zitting 2001/2002

Nrs. 3 en 4 : Amendementen;

Nr. 5 : Verslag;

Nr. 6 : Tekst aangenomen door de commissie;

Nr. 7 : Amendementen;

Nr. 8 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat;

Nr. 9 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat;

Nr. 10 : Tekst aangenomen door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

Integraal verslag : 21 februari 2002.

Senaat.

Parlementaire stukken :

Nr. 2-1061 - Gewone zitting 2000/2001

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat;